

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 10 JUIN 2024



place  
publique

**Olivier Faure**, Premier secrétaire du Parti socialiste  
**Aurore Lalucq**, Co-présidente de Place Publique

Le scrutin du 9 juin a révélé un séisme.

Le bloc d'extrême droite a atteint un score totalement inédit avec 40% des suffrages. L'extrême droite n'est plus aux portes du pouvoir, elle a déjà glissé un pied dans la porte.

Le désaveu du Président est sans précédent. Le parti d'Emmanuel Macron réalise un score plus de deux fois inférieur à celui du RN alors même que le président de la République a été élu et réélu pour lui faire barrage.

Désormais les macronistes ne sont plus en mesure de faire échec à l'extrême droite.

Désormais seule la gauche est en mesure de proposer un espoir alternatif, à la condition de son rassemblement.

Le moment est particulièrement grave. Emmanuel Macron prend le risque avec cette dissolution d'une France gouvernée par l'extrême droite xénophobe, anti-européenne et poutinophile dans moins d'un mois.

Ce moment de bascule de notre histoire impose à chacun de tenir tête, nous les premiers.

La liste PS-PP conduite par Raphaël Glucksmann, sortie nettement en tête de la gauche porte désormais une responsabilité particulière pour réunir un véritable front populaire unissant les formations de la gauche et de l'écologie comme les forces sociales et syndicales du pays dans des formes qui restent à inventer et sur un cap clair.

Pour réveiller l'espoir et porter l'alternative, voilà le cap clair que nous énonçons :

- Le soutien aux progrès de la construction européenne, à la réindustrialisation du continent, à l'Europe de la défense, à l'Union européenne comme espace pertinent pour sortir de nos dépendances en matière alimentaire, médicale, industrielle, énergétique, militaire...
- Le soutien indéfectible à la résistance ukrainienne et le respect total des frontières
- La libération des otages du Hamas, le cessez-le-feu à Gaza et la reconnaissance d'un État palestinien
- Le soutien et l'amélioration de la qualité des services publics (Hôpitaux, écoles, universités,...)
- L'augmentation du pouvoir d'achat des Français (salaires, énergie, logement...)
- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'annulation de la réforme de l'assurance chômage
- La taxation des superprofits et des super riches
- L'accélération de la transition écologique
- La lutte pour l'égalité femmes-hommes
- Le rejet de la brutalisation du débat public et de la violence physique ou verbale.